

## INTERNATIONAL

# Le Kremlin intensifie son offensive pour faire taire les voix dissidentes

Plusieurs médias d'investigation ainsi qu'un collectif d'avocats ont été déclarés « organisations indésirables ».

JULIAN COLLING @julianclg  
MOSCOU

**RUSSIE** Il s'agit d'un énième coup de pression des autorités contre les voix dissidentes : le 28 juillet, la police débarquait à 7 heures chez le journaliste Roman Dobrokhoto, avant de fouiller son appartement. Cet ancien activiste de 37 ans est le rédacteur en chef du site The Insider, connu pour être le partenaire russe du site d'investigation britannique Bellingcat, qui a signé plusieurs enquêtes retentissantes sur l'empoisonnement de l'opposant Alexei Navalny ou la destruction du vol MH-17 au-dessus de l'Ukraine en 2014.

Cinq jours auparavant, The Insider est devenu le dernier d'une série de plus en plus longue d'organisations indépendantes à se voir inscrire sur la fameuse liste des « agents de l'étranger » en Russie, notamment pour ses liens avec Bellingcat et parce que le site est légalement basé en Lettonie. « Il ne fait aucun doute que cette visite de la police et mes déboires sont dus à notre activité journalistique », déclarait à sa sortie du poste de police Roman Dobrokhoto, dont le téléphone a été saisi par les autorités. The Insider devra désormais mentionner, en gros caractères et au début de chaque publication, son label peu enviable d'« agent de l'étranger ». Une sentence qui rend infiniment plus difficile le travail d'investigation, qui implique des contacts avec des sources sensibles. « Cela veut dire qu'ils ont vraiment décidé de s'en prendre à tous les journalistes, cette année. Je pense qu'ils vont forcer la plupart des journalistes d'investigation à quitter la Russie », estime Roman Dobrokhoto.

Le couperet a été plus terrible encore pour le jeune site Proekt, également spécialisé dans les enquêtes au long cours sur des proches du pouvoir russe, allant du beau-frère de Vladimir Poutine à sa supposée fille cachée, en passant par le dictateur tchétchène Ramzan Kadyrov ou encore les biens mal acquis de notables.

Mi-juillet, Proekt était devenu le premier média à être classé comme « organisation indésirable », un label bien plus grave encore, d'habitude réservé aux organisations d'oligarques en exil. Selon la loi, le site d'investigation a dû se dissoudre immédiatement et cesser ses activités. Son fondateur et rédacteur en chef, le renommé Roman Badanine, a quitté le pays par crainte de charges plus graves



contre lui. Sa jeune équipe se retrouve au chômage.

Roman Badanine promet pourtant de continuer à travailler, en sous-marin, et de poursuivre les investigations. Les soutiens ou les personnes impliquées de près ou de loin avec le projet risquent de fortes amendes, voire des poursuites criminelles, pour avoir collaboré avec une « organisation indésirable ». Plus tôt dans l'année, le site Meduza, très populaire chez les jeunes Russes, avait déjà été classé comme « agent de l'étranger ».

## Un climat de purge

Et ce tour de vis ne touche pas que les médias indépendants. Dans un tournant qui a beaucoup choqué dans les cercles de défense des droits de l'homme en Russie, le cabinet d'avocats Komanda 29 (« Équipe 29 »), fondé par Ivan Pavlov, un avocat respecté, a dû lui aussi se dissoudre en juillet, après avoir été déclaré « indésirable ». Officiellement, le site est accusé d'être proche des services tchèques, via une obscure association basée à Prague.

C'était l'un des derniers collectifs d'avocats à vigoureusement défendre les causes de journalistes ou militants inquiétés par la justice. L'équipe promet aussi de continuer à défendre individuellement ses clients, comme le journaliste accusé d'espionnage Ivan Safronov... ou l'organisation régionale d'Alexei Navalny.

Car le climat actuel de purge de la société civile découle indéniablement des événements récents autour de l'opposant emprisonné, qui semblent avoir encore crispé Vladimir Poutine et ses services de sécurité. Komanda 29 défendait le « Fonds anticorruption » de Navalny - responsable d'enquêtes explosives sur la corruption des élites - ainsi que de son réseau d'antennes politiques locales - les « QG Navalny », qui ont formé de nombreux jeunes militants inté-

**Le journaliste et activiste Roman Dobrokhoto, rédacteur en chef du journal d'investigation en ligne The Insider, quitte le bureau du ministère des Affaires intérieures après avoir été interrogé par la police, le 28 juillet à Moscou.**  
ANTON NOVODEREZHKIN / TASS VIA REUTERS

ressés par la politique, désormais victimes de pressions des autorités dans leur région.

Ces entités ont toutes deux été déclarées comme « extrémistes » en juin par la justice russe, fortement liée au pouvoir central, et ont été obligées de cesser leurs activités. Leurs leaders, proches collaborateurs de Navalny, ont presque tous émigré, vers la Lituanie, l'Ukraine ou le Royaume-Uni. Il y a quelques jours, une quarantaine de sites web liés à l'opposant étaient clos par l'organe de contrôle russe des communications. L'aneantissement de son mouvement se poursuit.

Ivan Pavlov, avocat depuis près de trente ans, pourrait perdre son agrément. Le tableau se noircit davantage pour la société civile engagée. En septembre se profilent les élections législatives russes, vitales pour le parti au pouvoir Russie unie, impopulaire et malmené dans les sondages. Une échéance qui n'est sans doute pas étrangère au tour de vis et aux intimidations actuelles. « J'ai le sentiment que des pervers ont pris le pouvoir dans mon pays, réagissait récemment Roman Badanine. La zombification de la population par la télévision d'État et par une répression brutale peut donc continuer. » ■

## ZOOM

### Arrestation à Madrid d'un chef de la 'Ndrangheta

La police espagnole a arrêté jeudi à Madrid Domenico Paviglianti, l'un des principaux chefs de la 'Ndrangheta, la puissante mafia calabraise, et « l'un des fugitifs les plus recherchés d'Italie ». Il a été arrêté en plein jour alors qu'il marchait dans une rue de la capitale espagnole. Paviglianti avait été condamné en 2005 à 30 ans de prison après avoir été arrêté en Espagne en 1996, puis extradé en Italie en 1999. Il avait été libéré en 2019, en raison d'un vice de forme judiciaire, et en avait profité pour fuir.

## EN BREF

### Burkina Faso : plusieurs attaques djihadistes

Une dizaine de civils ont été tués mercredi soir dans plusieurs attaques de villages par des djihadistes dans le nord du Burkina Faso.

### Les États-Unis offrent l'asile aux Hongkongais

Le président américain Joe Biden a décidé jeudi d'offrir un asile temporaire aux ressortissants de Hongkong, face à « l'érosion de leurs droits et libertés » causée par la Chine, de quoi faire grimper encore la tension entre Washington et Pékin.

### L'Ouzbek Dostom est rentré en Afghanistan

Le célèbre chef de guerre Abdul Rachid Dostom, de l'éthnie ouzbèke, est rentré en Afghanistan, a annoncé jeudi son entourage, au moment où les talibans accentuent la pression sur son fief de Sheberghan (nord) et plusieurs autres grandes villes.

**Cassina**

THE CASSINA PERSPECTIVE  
cassina.com

Milan Paris New York London Los Angeles Madrid Dubai Tokyo

## La justice moscovite déclare coupable l'investisseur français Philippe Delpal

Leur arrestation, en 2019, avait provoqué une onde de choc pour les milieux d'affaires étrangers en Russie. Un tribunal moscovite a déclaré coupables jeudi l'investisseur français Philippe Delpal, son collègue américain Michael Calvey et cinq de leurs collègues russes au sein du fonds d'investissement Baring Vostok. Ils sont accusés de détournement de fonds dans cette affaire controversée qui dure depuis deux ans et demi. La juge Anna Sokova a déclaré jeudi que M. Calvey était « l'organisateur

d'un groupe criminel » qui avait pour but de commettre des « vols de fonds bancaires à une échelle particulièrement importante par détournement de fonds ». Jeudi soir, le tribunal n'avait toutefois pas encore énoncé le verdict, dont la lecture peut durer des heures. Mi-juillet, le parquet avait requis respectivement cinq et six ans de prison avec sursis contre Delpal et Calvey. S'il était suivi par le tribunal, un tel réquisitoire éviterait l'incarcération aux deux hommes, qui risquaient jusqu'à dix ans de prison ferme. (AFP)